Comment le gouvernement remplacera-t-il ces recettes? En puisant dans les poches des Canadiens. Alors que le gouvernement désindexe en partie les allocations familiales et prélève une taxe exorbitante sur l'essence, abaissant ainsi le revenu des Canadiens les plus nécessiteux qui ne peuvent guère supporter cette taxe, il fait des largesses aux sociétés les plus importantes au Canada. Par conséquent, non seulement les Canadiens sont plus imposés, mais ils ne profitent pas des avantages que pourrait leur procurer la fiscalité. Ces avantages sont accordés à des sociétés dont la plupart appartiennent à des étrangers. Dans le cas des banques, les sommes les plus considérables étaient dues à des groupes, à des particuliers et à des sociétés étrangères qui pouvaient se permettre de supporter ces pertes beaucoup plus facilement que les Canadiens.

En outre, le gouvernement réduit le nombre de fonctionnaires. Il affirme aux Canadiens que le déficit élevé est imputable au fait que la fonction publique n'est pas efficace. Le gouvernement prétend que ses fonctionnaires sont trop nombreux et qu'ils sont paresseux. Le gouvernement se sert de ses fonctionnaires, des gouvernements précédents et des Canadiens comme de boucs émissaires pour justifier ses initiatives et ses piètres politiques. Le gouvernement peut bien agir ainsi, mais il a tort d'imputer la situation à des personnes innocentes qui ont trimé de bonne foi au Canada et d'en faire des boucs émissaires.

M. Gauthier: Monsieur le Président, je me souviens que le député a demandé la semaine dernière à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{lle} Carney) si Petro-Canada, en majorant le prix de l'essence, voulait imiter les grandes sociétés multinationales. Si je peux reprendre ses propos, il a demandé à la ministre pourquoi la société Petro-Canada qui est censée être notre fenêtre sur l'industrie et réclamer des prix justes et équitables suivait l'exemple des autres sociétés comme une bande de moutons. Il a demandé en deuxième lieu si le gouvernement voulait majorer les profits de Petro-Canada afin de pouvoir la vendre au grand public. En fin de semaine, nous avons entendu la ministre déclarer à la télévision que telle était sa politique. Le député pourrait-il nous exposer ses opinions sur Petro-Canada et ce qu'il pense de la promesse de la ministre au sujet de la privatisation de la société?

M. MacLellan: Monsieur le Président, je le répète, à mon avis, c'est une des politiques les plus insidieuses du gouvernement pour ce qui est du pétrole et du gaz. La ministre a déclaré à la télévision hier soir qu'elle se proposait de privatiser Petro-Canada. Quand je lui ai demandé la semaine dernière pourquoi Petro-Canada majorait ses prix et pourquoi depuis trois mois, la société a majoré le prix de l'essence à deux reprises, elle a déclaré ne rien savoir au sujet de ces majorations de prix. J'ai de graves doutes au sujet de la réponse de la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. A mon avis, nous comprenons de plus en plus pourquoi le gouvernement permet à Petro-Canada de majorer les prix de l'essence.

L'ironie, c'est que cela arrange parfaitement les multinationales pétrolières que Petro-Canada prenne les devants et hausse ses prix, car lorsque Petro-Canada hausse ses prix, les autres sociétés emboîtent le pas et haussent leurs prix d'autant. Comment le gouvernement peut-il s'y prendre pour interdire

pareille pratique lorsque sa propre société de la Couronne mène le bal? Les multinationales ont la partie belle. Elles peuvent remonter leurs prix sans risquer d'être réprimandées par le gouvernement.

Où est le rapport de la Commission d'enquête sur les pratiques restrictives du commerce qui est constamment reporté à plus tard et qui, comme les consommateurs canadiens ont toutes les raisons de le croire, va contribuer à les aider? Il sera sans cesse remis à plus tard tant que le gouvernement n'estimera pas qu'il peut le diffuser sans que cela fasse obstacle à ses objectifs, telle la privatisation de Petro-Canada. Ce n'est pas là un gouvernement qui agit dans le meilleur intérêt des consommateurs ou de la population canadienne.

M. Marchi: Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement mon honorable collègue. Il a raison de dire que les consommateurs sont mécontents de la hausse des prix de l'essence à la pompe. C'est là quelque chose qui touche tout le monde. Ce n'est pas particulier à une région ou à une localité du pays. C'est une chose qui touche toutes les classes économiques et tous les milieux, une chose dont tous les citoyens et toutes les familles font l'expérience. Au moment même où le cours mondial du pétrole diminue de façon très marquée, le prix de l'essence à la pompe monte. La ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{lle} Carney) a dit à la Chambre des communes que la baisse du cours mondial ne s'était pas encore répercuté dans tout le système, qu'elle n'avait pas encore atteint le prix à la pompe. Et, pourtant, j'ai eu ce matin une conversation intéressante avec un touriste du Nebraska qui dit que les prix ne cessent de baisser aux États-Unis. Juste au sud de la frontière, la baisse du cours mondial semble avoir réussi à se répercuter dans tout le système et on nous dit, à nous, qu'elle ne s'est pas encore répercutée chez nous jusque sur le prix à la pompe.

• (1130)

L'affirmation de la ministre est-elle valable ou n'est-elle qu'une excuse? Les prix de l'essence à la pompe ont bel et bien baissé aux États-Unis, mais pas au Canada. Pourquoi?

M. MacLellan: Monsieur le Président, je remercie mon collègue d'avoir posé cette importante question. Elle fait ressortir la différence entre le Canada et les États-Unis, où les consommateurs peuvent bénéficier d'une baisse de prix en quelques jours. En fait, en certains endroits aux États-Unis où le prix est le plus bas, comme dans l'État du Maryland, les Américains paient leur essence à peu près moitié moins cher que les consommateurs canadiens. Voilà une différence injustifiable, qui joue au détriment des consommateurs canadiens.

La ministre nous dit que les consommateurs canadiens vont profiter de la baisse du cours mondial, mais que cela pourra prendre de deux à trois mois.

Non seulement le prix de l'essence n'a pas baissé, mais il a augmenté en dépit du fait que la ministre nous avait dit à l'époque de l'Accord de l'Ouest et du budget que la déréglementation entraînerait une baisse des prix pour les consommateurs canadiens. C'est ce qu'on nous a donné à croire, mais les prix ont continué à augmenter.